

Le futur de L'Avenir plus polémique que jamais

Une commission commune du Parlement wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est penchée sur le secteur économique de la presse. Au cœur des débats: le dossier explosif de L'Avenir.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Après plusieurs reports, députés wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont penchés hier sur le secteur économique de la presse. Entre-temps, le dossier des Editions de L'Avenir (EDA) en pleine restructuration, est venu s'inviter au débat. Un dossier explosif vu l'actionnariat public (Nethys) du journal. Le casting était alléchant, mais plusieurs intervenants étaient absents pour cause d'agenda: Jean-Paul Philippot (RTBF), Bernard Marchant (Rossel) et Amid Faljaoui (Roularta). En mission au Maroc, le ministre des Médias Jean-Claude Marcourt n'était pas là non plus. Restaient dans l'arène le patron de L'Avenir, Jos Donvil, celui d'IPM, François le Hodey, et des représentants du personnel du journal.

Jos Donvil a répété la thèse qu'il défendait hier dans nos colonnes: celle du maintien des EDA dans le giron de Nethys mettant en avant la possibilité de nombreuses synergies avec VOO freinées jusqu'ici, selon lui, par l'immobilisme du management antérieur. De quoi faire réagir Philippe Leruth, délégué CNE: «Les précédentes directions et le personnel ont demandé à rencontrer le président du CA, il ne nous a jamais répondu.» Le personnel plaide, lui, pour un portage temporaire par la Région, le temps de trouver un partenaire industriel. Un avis défendu par l'opposition PS-Ecolo.

Jos Donvil a insisté sur la situation financière du titre pour justifier la restructuration. Une situation que le personnel nuance, évoquant une créance de 3 millions envers le gratuit Proximag. Il a aussi justifié le choix de l'imprimerie (Rossel), qui va lui permettre d'économiser un million par an, et du format berlinois malgré l'opposition de la rédaction. À en juger par le ton des questions posées, il

a visiblement peiné à convaincre les députés, que ce soit sur le format, sur son ambition de devenir leader du marché de la presse locale et de pénétrer les grandes villes (Charleroi, Liège) avec 25% d'effectif en moins, sur le fait qu'aucun rapprochement avec Rossel n'était à l'ordre du jour, ou sur les synergies à réaliser avec les télécoms.

Du pain béni pour François le Hodey. Le patron d'IPM qui a réitéré une fois de plus son intérêt pour L'Avenir s'étonnant même d'un communiqué de Nethys envoyé le matin même affirmant n'avoir jamais reçu d'offre formelle: «Lundi, j'étais pourtant dans le bureau de l'administrateur délégué de Nethys pour lui dire que nous étions prêts à investir dans L'Avenir!» François le Hodey avoue avoir de la peine à décoder la situation: «Le 13 juin, au lendemain du rapport sur la commission Publifin, j'ai rencontré la direction de VOO qui m'a demandé si IPM était à vendre pour rejoindre VOO!»

Au-delà de ces révélations, il a rappelé que, pour lui, les synergies entre télécoms et presse ne tiennent pas. «Nulle part en Europe

cela ne fonctionne. SFR, par exemple, l'a essayé en France avec son kiosque numérique mais il a arrêté.» Faut-il de synergies câble-presse, François le Hodey les voit plutôt dans le mariage entre IPM et L'Avenir: «Elles sont évidentes et on pourrait très vite mutualiser plusieurs postes car nous faisons le même métier: l'édition de contenus que nous devons absolument rendre payants en ligne». Et d'indiquer qu'IPM est à même d'aider L'Avenir à rattraper son retard sur le web et dans les abonnements digitaux. Pour lui, ce rapprochement est urgent car d'ici 2022, d'après les estimations du secteur, la presse perdra 40% de ses revenus.

Titillé sur la capacité financière de son groupe à assumer pareille acquisition sans toucher à l'emploi, comme il le promet, François le Hodey a affirmé qu'IPM n'avait quasiment plus d'endettement bancaire long terme. Le timing est donc idéal selon lui. «Et si pour rassurer les stakeholders de L'Avenir il faudrait réunir quelques acteurs publics autour de la table, pourquoi pas, mais nous sommes en mesure d'assurer l'opération seuls.»

ALTERNATIVE

L'AJP PROPOSE UNE COOPÉRATIVE

Pour sortir L'Avenir de la crise, l'AJP (Association des journalistes professionnels) préconise l'arrêt immédiat du plan social, la sortie de Nethys et la création d'une coopérative entre salariés et lecteurs. Cette Scop, société à gestion coopérative et participative, pourrait associer un ou plusieurs opérateur(s) industriel(s) privé(s) et/ou public(s). La reprise par une Scop pourrait se faire après un portage de la Région, limité dans le temps. La Scop a déjà été utilisée en France, chez Nice Matin et à Libération... dont fut actionnaire IPM. François le Hodey n'a pas rejeté l'idée, même si selon lui elle s'avère compliquée.